



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

TOUS ATTAQUÉS, C'EST TOUS ENSEMBLE QU'ON POURRA FAIRE RECULER CE GOUVERNEMENT !

BULLETIN AUTO NPA LORRAINE NORD

PSA METZ-BORN Y

22 FEVRIER 2018

Macron poursuit sa guerre sociale contre l'ensemble des classes populaires. Après les ordonnances cassant le Code du travail, puis l'offensive engagée pour instaurer le tri social à l'école et avant la réforme de l'assurance chômage, ce sont les salariés du secteur public qui sont dans le collimateur.

SALARIES DU PUBLIC, DU PRIVÉ, USAGERS, TOUS ATTAQUÉS

Le gouvernement a décidé de s'en prendre à tous les services publics. Tout ce qui n'est pas rentable doit être restructuré ou fermé : des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, des lignes de trains, des trésoreries, des antennes de Caisses d'Allocations familiales...

C'est dans ce contexte que le 1^{er} février, le gouvernement a lancé une attaque sans précédent contre les fonctionnaires. Hormis l'armée et la police, les budgets vont fondre. L'objectif est de supprimer 120 000 fonctionnaires d'ici à 2022 et de généraliser l'emploi de contractuels, eux qui n'ont même pas les droits des salariés du privé et dont on peut se débarrasser plus facilement.

Et le gouvernement compte également s'en prendre aux maigres protections offertes par le « statut » de fonctionnaires, entre autres par un « plan de départs volontaires », c'est à dire de licenciements déguisés, comme dans le privé.

L'ATTAQUE CONTRE LES CHEMINOTS EST UNE ATTAQUE CONTRE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL

La semaine dernière, dans le rapport remis au gouvernement, Spinetta, l'ancien patron d'Air France, propose cette fois de s'en prendre au « statut » des cheminots. Pour mener son offensive, le gouvernement présente les cheminots comme accrochés à leurs « privilèges ».

Mais où sont les « privilèges » lorsqu'on sait que l'embauche se fait le plus souvent au SMIC et que de nombreux cheminots prennent leur retraite, avec un salaire qui ne dépasse pas 1 500 euros par mois ? Où sont les privilèges lorsque les horaires décalés sont la norme, avec des plannings parfois bouleversés au dernier moment ?

En fait, les cheminots connaissent les mêmes problèmes que partout : des salaires qui stagnent et des postes de plus en plus difficiles à tenir, faute d'embauches. Sans oublier que de plus en plus de cheminots, aujourd'hui, comme à La Poste ou dans les hôpitaux, sont des « contractuels » ou embauchés en CDD.

Le seul prétendu « privilège » de ceux qui ont encore le statut cheminot, c'est la sécurité de l'emploi. Un « privilège » qu'il faudrait justement étendre à tous les salariés. Or, ce que veulent le gouvernement et la direction de la SNCF, c'est pouvoir licencier en toute liberté et étendre la menace du chômage à l'ensemble des salariés de la SNCF !

CONSTRUIRE UN TOUS ENSEMBLE CONTRE CE GOUVERNEMENT

Mais à force de multiplier les attaques tous azimuts, le gouvernement fait monter la colère contre lui. Dans les hôpitaux, les grèves se multiplient. Contre les réformes de l'enseignement qui cherchent à exclure encore plus les jeunes des familles populaires de l'accès à l'université, lycéens, étudiants et enseignants ont commencé à se mobiliser. Une grève des travailleurs sans papiers a également démarré dans l'intérim, depuis une semaine. Chez Pimkie, Carrefour ou Castorama, les plans de licenciement ne passent pas.

Jeudi 22 mars prochain, une journée de grève et de manifestation est appelée dans la fonction publique. Le même jour, la CGT appelle à une manifestation nationale des cheminots pour la défense de leur « statut ». Cette date peut être l'occasion d'un premier tous ensemble, secteur privé et public, lycéens, étudiants et salariés réunis.

Même si pour gagner et faire reculer ce gouvernement, une seule journée de grève ne suffira pas. Car ce qui est bien à l'ordre du jour, c'est la construction d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale reconductible qui soit à même de bloquer le pays, comme il y a presque 50 ans, en mai-juin 1968.



- FAULOUR?

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



PSA Tremery : une étincelle au DV2 !

Les allongements d'horaires et les samedis travaillés s'enchainent et la fatigue s'accumule pour les salariés qui hésitent encore à exprimer leur colère tant le chantage de la direction est pesant. Les compteurs de modulation, la flexibilité, n'apportent strictement rien aux salariés, au contraire, mais beaucoup au patron pour qui tous les voyant sont au vert : résultats financiers et ventes records ! Alors, au début du mois, l'étincelle est partie du DV2 ou une vingtaine de personne a relevé la tête et arrêté le travail pour protester. C'est un bon début et il faudra rester solidaire pour fixer de nouvelles limites à la direction !

PSA Tremery/Metz : nouvelle vague de suppressions de postes !

Chaque début d'année, la direction annonce une nouvelle casse sociale. Le couperet est tombé, 173 emplois seront donc détruits sur le pôle en 2018 et le directeur annonce qu'aucune embauche n'est prévue sur le site de Tremery tandis que plus de 500 intérimaires y sont exploités. Dans sa course aux profits, PSA n'a qu'une idée en tête, remplacer les CDI par des intérimaires. La précarisation des salariés est « en marche » alors que des records de production sont annoncés et que PSA croule sous les milliards ! Il est grand temps de se faire entendre collectivement...

19 € net chez PSA !

C'est la misérable augmentation de salaire des ouvrier-e-s de PSA pour cette année. PSA croule sous les milliards grâce aux richesses que nous créons chaque jour ! Nous subissons la dégradation des conditions de travail tandis qu'ils s'empiffrent sur notre dos.

Comme depuis trop d'année, les salarié-e-s devraient se contenter d'une prime qui n'aura aucun effet sur nos retraites et qui risque même d'être inférieure à celle touchée en 2017, comme chez Renault. Une véritable provocation du patron qui ne doit pas rester sans réponse !

Et chez Renault ?

Une prime moins importante qu'en 2018...

5,2 milliards d'euros de profit ont été emmagasinés en 2017 ! Les actionnaires toucheront 12,7 % de plus sur leurs actions cette année. Celles et ceux qui travaillent devront se satisfaire, de 1% d'augmentations générales de salaires en 2018. 21 millions d'euros en plus pour les salaires contre 120 millions d'euros pour les actionnaires ! Cela s'appelle se foutre de la gueule des salarié-e-s. Ce n'est pas tout ! La prime d'intéressement versée en 2018 sera inférieure à celle de 2017 : en baisse en moyenne de 24% pour un ouvrier, de 19% pour un technicien, et de 13% pour un cadre. Les revendications d'augmentations générales des salaires sont à l'ordre du jour pour tout de suite !

Les Ford relaxés !

Le 17 janvier dernier, Philippe Poutou, Vincent et Laurent, militants syndicalistes à Ford Blanquefort, étaient jugés devant la cour d'appel de Paris pour dégradation de véhicules lors du Mondial de l'automobile de 2012. Nos trois camarades ont été relaxés.

Face à l'acharnement de la direction de Ford et du parquet, et bien que ce dernier ait fait appel, cette relaxe est un succès, certes justifié par le vide du dossier, mais aussi obtenu grâce à un soutien large. Un encouragement dans la lutte contre toutes les attaques engagées contre les militant-e-s. Un encouragement pour les salarié-e-s de Ford pour la bataille actuelle menée pour le maintien du site.

L'exil n'est pas un choix, l'asile est un droit !

Tout quitter, pour débarquer sans rien dans un pays étranger ... Aucune frontière n'empêchera des personnes de fuir, de venir chercher l'asile dans un pays soi-disant sûr. Cet été, des centaines d'hommes, femmes, enfants, ont croupi dans le bidonville de Metz-Blida. Puis miraculeusement plus de mille places d'hébergement ont été trouvées. Bien sûr, des places existent, pourtant de nouvelles personnes dorment encore dehors, dans le froid. Au lieu de mettre en péril des vies humaines, il faut les accueillir dignement : la France est bien assez riche pour ça, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire !

A l'appel d'Action Froid, ADAM, AFL-Commercy, ATTAC, Basta !, CGT, CMLM, CNT, Couleurs Gaies, EELV, F.I., Génération.s, Humanitaire pour Blida, Liberté Blida, LO, MRAP, NPA, PCF, Rébellion Blida, RESF, Solidarité Migrants Moselle, SUD-santé et SUD-logement social, Solidaires, UNL :

**Manifestation unitaire pour un accueil
digne des migrant-e-s et pour le retrait
du projet de loi immigration-asile.**

Samedi 24 février à 14h00

Parvis des droits de l'homme, Metz

(en face du centre Pompidou).